



**TIMBUKTU INSTITUTE
AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES**



**FACTEURS DE RADICALISATION
PERCEPTION DU TERRORISME CHEZ LES JEUNES
DANS LA GRANDE BANLIEUE DE DAKAR**

Sous la Direction Scientifique de
Dr Bakary SAMBE, Yague SAMB,
Mouhamadou Bâ, Genevieve DUCHENNE
& Mame Séyni MBAYE

AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION ROSA LUXEMBURG - DAKAR

DAKAR, OCTOBRE 2016

PLAN

I. – INTRODUCTION

1. *Pourquoi une enquête CAP ?*
2. *Objectifs*
3. *Méthodologie*
4. *Traitement des données*
5. *Déroulement de l'enquête*

II. – FACTEURS DE RADICALISATION ET PERCEPTION DU TERRORISME

1. *Le retour de l'Imam*
2. *Une bonne connaissance de l'actualité*
3. *Une grande confusion entre Charia et laïcité*
4. *Une grande méfiance vis-à-vis de la radicalisation*

III. – PROFIL DES PERSONNES RADICALISEES

1. *Qu'est-ce que « devenir radical ou extrémiste » ?*
2. *Pourquoi de jeunes Sénégalais iraient-ils combattre aux côtés des groupes terroristes ?*
3. *Qui est responsable de la radicalisation des jeunes ?*
4. *Profils et analyse des parcours de personnes radicalisées*

I. – INTRODUCTION

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le monde est entré dans une nouvelle ère, celle de la vulnérabilité globalisée. Le nombre d'attentats terroristes a explosé d'une manière inquiétante au point que le phénomène est devenu un enjeu géopolitique de premier plan pour tous les États. Avec la porosité des frontières et la transnationalité des acteurs religieux, les idéologies djihadistes gagnent du terrain et séduisent de plus en plus de jeunes hypothéquant l'avenir et la sécurité de leurs nations.

Nombreux sont les observateurs qui remarquent que des versions conservatrices, voire radicales de l'islam gagnent du terrain en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali, au Nigeria, au Niger ou au Sénégal¹. D'autres analystes estiment que la pénétration financière et doctrinale du salafisme – « une école fondamentaliste de pensée prônant un retour aux formes originelles de l'islam » – associée à la propagande de groupes militants menace la stabilité du pays². L'Islam confrérique contesté depuis les années 1970-1980 par des mouvements qui le considèrent comme impur restera-t-il le rempart contre toutes les formes d'extrémismes et de violences ? La question revêt une importance particulière quand on sait que « l'Afrique de l'Ouest est particulièrement vulnérable au terrorisme et au financement du terrorisme »³ et que le Sénégal n'est pas en dehors de cette évolution générale⁴. En effet, beaucoup de jeunes sénégalais ont été signalés dans les rangs de l'Etat islamique en Libye⁵. Selon certaines sources dakaroises, ils seraient entre dix et trente jeunes sénégalais à s'y battre. La plupart d'entre eux se trouveraient actuellement dans la région de Syrte, bastion de l'organisation dit de « L'Etat islamique » (Daech-ISIS), au cœur du chaos libyen⁶. Ainsi, l'idéologie djihadiste séduit, de plus en plus, d'une manière inquiétante les jeunes sénégalais.

De Nairobi, Dar Es-Salaam, des Etats Unis d'Amérique (attentats du 11 septembre 2001 et celui d'Orlando du 12 juin 2016 qui est le second attentat terroriste le plus meurtrier), en passant par Paris (novembre 2015), par Bruxelles (mars 2016) ou par Nice (juillet 2016), ou encore en Afrique, jackpot des réseaux et des attaques djihadistes, le phénomène hante le sommeil des états-majors de sécurité même dans les pays qui n'ont pas encore été frappés. Les récentes attaques de Ouagadougou (janvier 2016) et de Grand Bassam (mars 2016) marquent « la fin des exceptions » en Afrique : aucun pays n'est épargné.

C'est parce que le terrorisme semblerait toucher, essentiellement, les jeunes que Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies a mené une étude CAP sur les facteurs de

¹ Voir Bakary. SAMBE, Rapport Paix et sécurité dans l'espace CEDEAO avec ISS, mai 2013, « Grand angle sur le radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal » également J. DURIEZ, R. CREUSART, « Vers la fin d'un Islam à la sénégalaise », in *Slate Afrique*, 16 mars 2011.

² « La montée de la radicalisation des jeunes en Afrique de l'Ouest », in africanews.fr, 20 avril 2016.

³ GAFI – GIABIA, Rapport Gafi, *Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest*, octobre 2013, p. 5.

⁴ Cf. <http://bakarysambe.unblog.fr/>.

⁵ B. ROGER, « Terrorisme : ces Sénégalais qui ont rejoint l'État islamique en Libye », in *Jeune Afrique*, 27 janvier 2016.

⁶ C. BELSOEUR, « Du Sénégal à la Libye, l'itinéraire d'un combattant de Daech qui effraie Dakar. Sadio Gassama, docteur en médecine qui a rejoint les rangs de l'Etat islamique, symbolise l'attractivité accrue de l'idéologie djihadiste au Sénégal », in *Slate Afrique*, 30 mars 2016.

radicalisation et la perception du terrorisme chez cette catégorie dans des banlieues dakaroises.

L'enquête a été menée du 1^{er} au 7 juillet 2016 grâce à la conception d'un questionnaire CAP de près de quarante questions et réalisée par vingt-cinq enquêteurs répartis dans l'espace identifié et prenant en compte les caractéristiques démographiques.

1. – Pourquoi une enquête CAP ?

Les enquêtes sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques sont des outils d'analyse stratégiques permettant de recueillir des informations sur ce qu'une population spécifique *connaît*, sur ce qu'elle *ressent* par rapport à une problématique spécifique et sur la manière dont elle *se comporte*. Longtemps utilisées en vue de recueillir des informations sur les programmes de santé primaire et de population, les enquêtes CAP demeurent une approche relativement nouvelle dans le domaine de la protection de l'enfant⁷ et des phénomènes de société⁸. L'enquête CAP est, ici, conçue comme cadrage, c'est-à-dire un dispositif d'observation sociologique des perceptions et des comportements face à la radicalisation religieuse⁹. Nous avons choisi un échantillon représentatif des jeunes âgés de 18 à 35 ans.

2. – Objectifs

Cette enquête contribuera à comprendre les facteurs conduisant à la radicalisation religieuse des jeunes et à évaluer ce qu'ils pensent du phénomène terroriste. Le questionnaire a été testé sur des sénégalais représentant les profil-types des personnes visées par l'étude. Ceci nous a permis d'abord, de mesurer le temps qu'il fallait pour répondre à l'ensemble des questions et surtout le niveau de compréhension des potentiels répondants des phénomènes de radicalisation et de terrorisme et, en cas de besoin, reformuler certaines questions. Ce test du questionnaire est une étape fondamentale dans l'élaboration d'un questionnaire CAP car il nous a permis d'anticiper les difficultés que les enquêteurs seraient susceptibles de rencontrer, une fois sur le terrain.

3. – Méthodologie

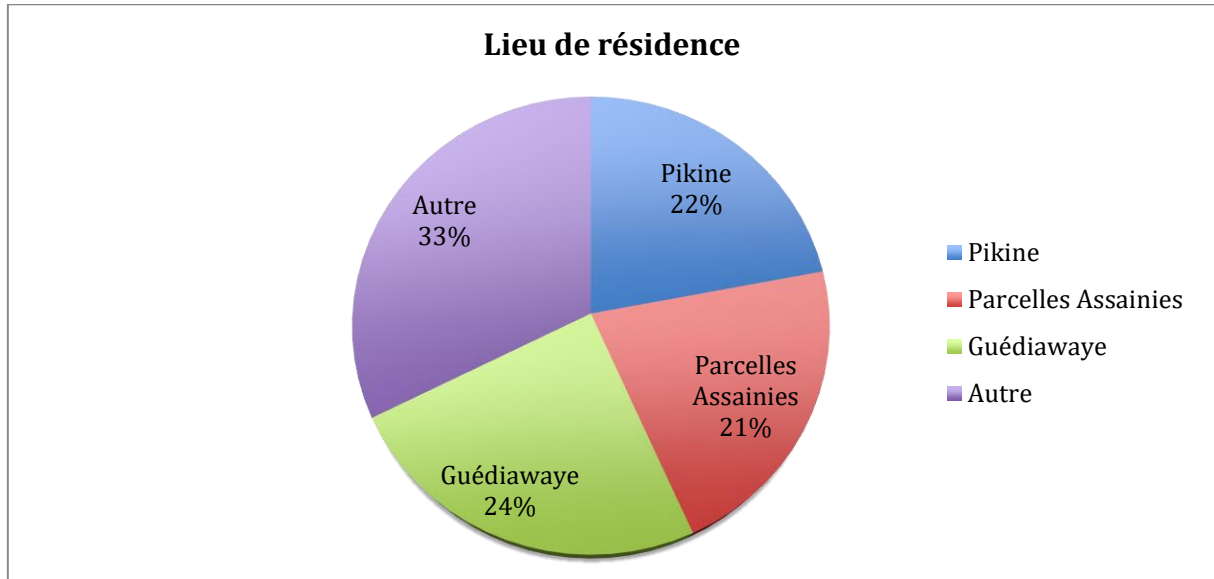
Vingt-cinq enquêteurs ayant au minimum un niveau d'étude en licence étaient mobilisés et devaient intervenir dans la banlieue dakaroise de Guédiawaye, Pikine, Fadia, Keur Massar, Diameguene, Diaxaye, Parcelles assainies, Sicap Mbao, Thiaroye et Diacksao. Ils ont été répartis sur le terrain pour un maillage le plus complet et représentatif de la banlieue. Par souci de simplification et de facilitation de la lecture des tableaux de l'étude, il nous a semblé judicieux de répartir les différentes localités en quatre zones que sont Pikine, Parcelles assainies, Guédiawaye et la catégorie « Autres ». Quatre cents personnes ont été

⁷ SAVE THE CHILDREN, *Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de protection de l'enfant. Guide des programmes de protection de l'enfant pour concevoir et appliquer pas à pas les méthodes CAP*, décembre 2012, p. 8.

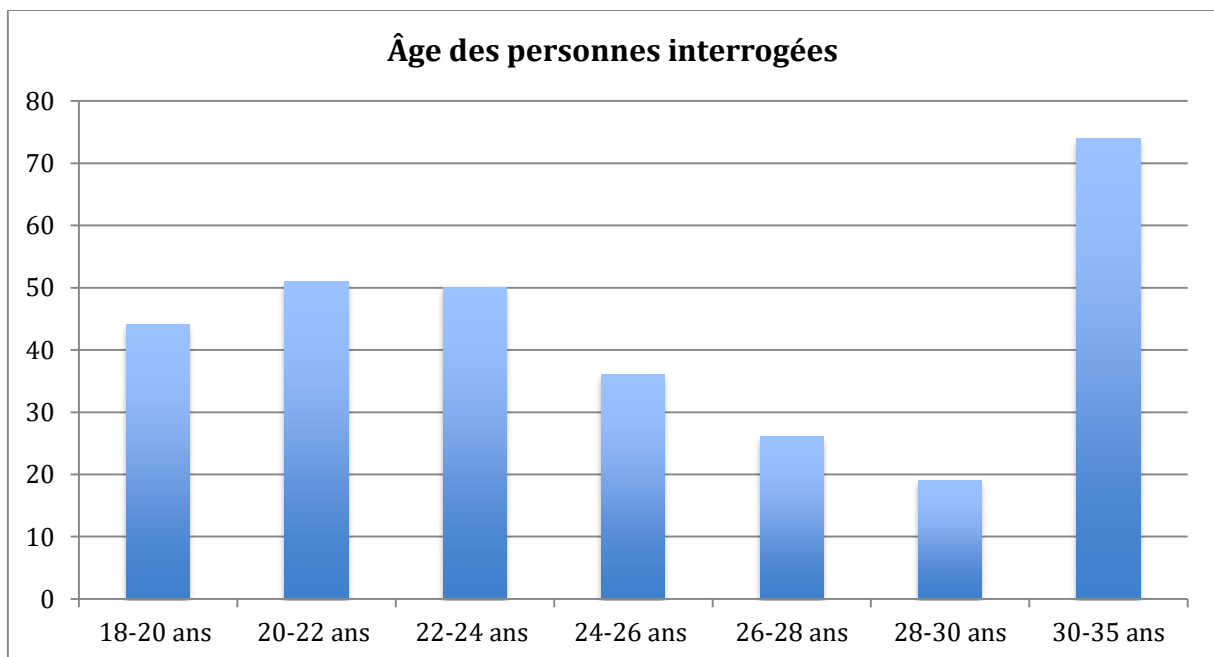
⁸ Ainsi, l'ONU DC propose des enquêtes CAP pour cartographier les phénomènes migratoires.

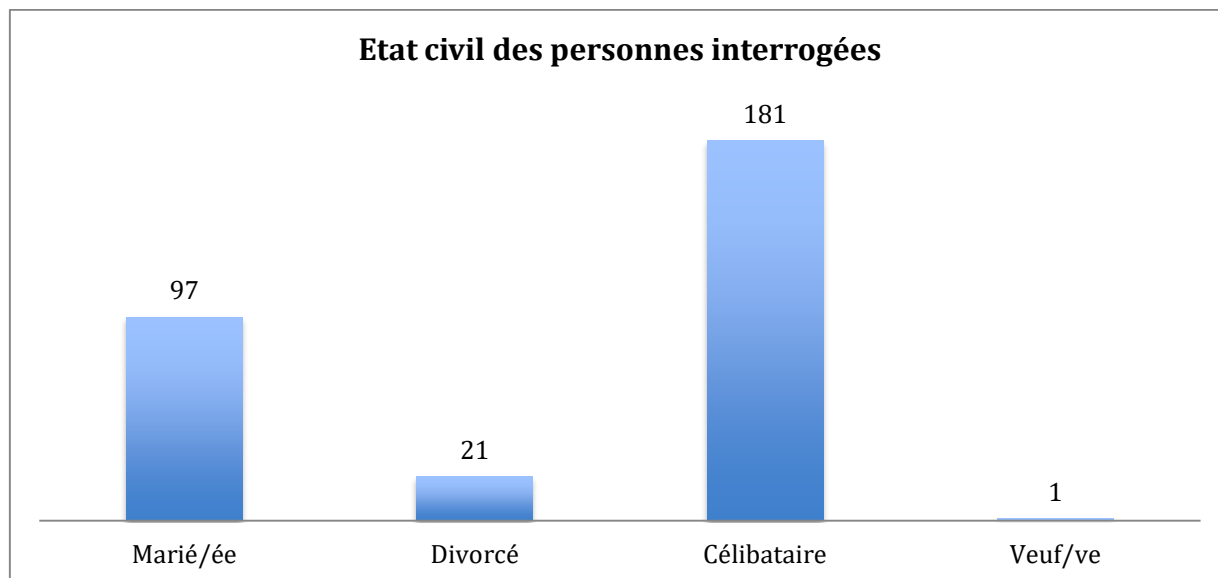
⁹ Cette enquête s'inscrit dans les recommandations formulées par l'INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE, OIF ET CENTRE 4 S, *L'extrémisme violent: Vers une stratégie de prévention dans l'espace francophone*, New York – Vienne – Manama, janvier 2016, p. 2.

interrogées mais pour pallier aux non réponses et aux incohérences de certains répondants, nous avons jugé utile d'en choisir que trois cents.

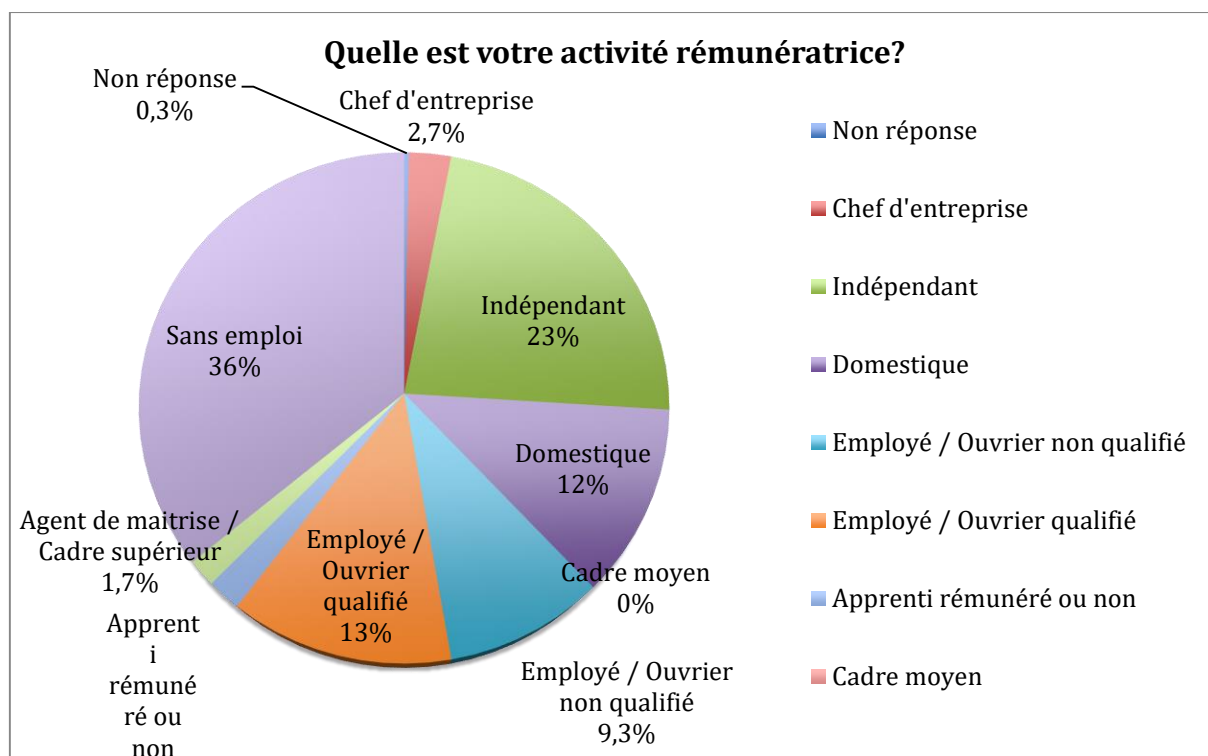


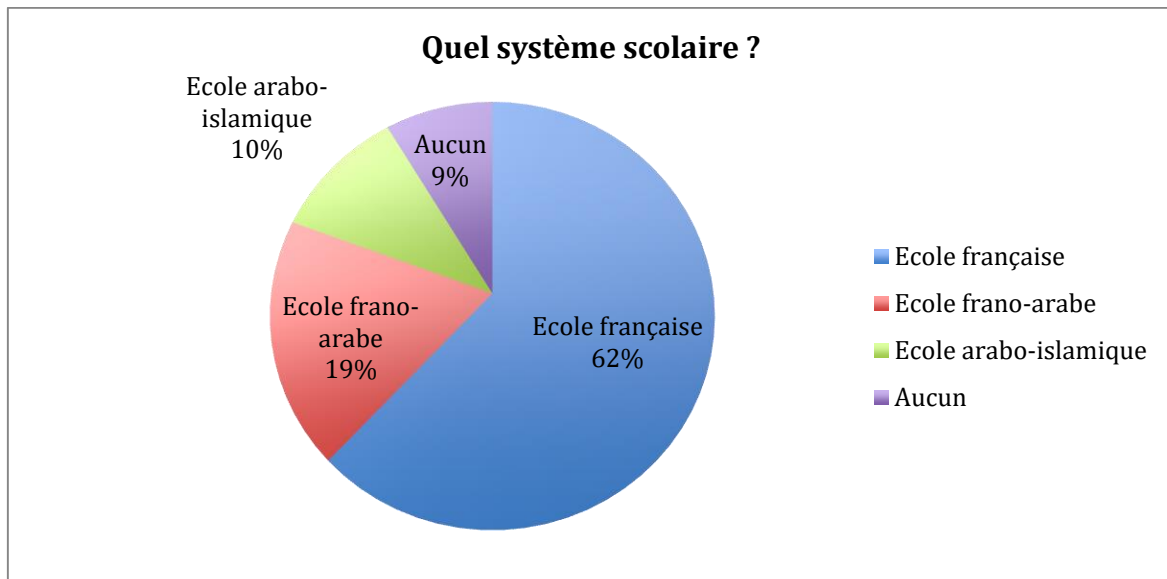
Par ailleurs, l'étude s'est préalablement intéressée à la composition de la population sénégalaise. D'après le dernier recensement général de la population, il y'aurait 51% de femmes contre 49% d'hommes. L'équipe a suivi cette même logique en interrogeant plus de femmes que d'hommes à savoir 54% contre 46%, chiffres auxquels on est parvenu malgré quelques marges d'erreurs propres à toute enquête d'opinion. L'enquête visant à comprendre la perception de la radicalisation chez des personnes jeunes, on a donc ciblé une population née entre 1981 et 1998 en veillant à chaque fois que la personne soit bien majeure. Compte tenu du public visé, il est normal que le nombre de célibataires soit prépondérant (60% de l'échantillon) et que la majorité (64,7%) n'a pas d'enfants.





Cette population jeune est aussi une population vulnérable. 36% des personnes interrogées, soit plus d'un tiers de l'échantillon, n'exercent aucune activité rémunératrice. La plupart, pourtant (90,3%), a été scolarisée et pour 62% dans l'école (publique ou privée) dite communément « française ».





4. – Traitement des données

Toute enquête, qu'elle soit réalisée dans le cadre d'une étude quantitative ou qualitative, est organisée autour de quatre stades :

- La définition des objectifs et la détermination de l'échantillon
- L'élaboration et la diffusion du questionnaire
- La collecte des données
- Les traitements, analyses et diffusion des résultats.

Une fois que ces quatre cents (400) personnes ont été interrogées, le traitement des données a été fait à l'aide du logiciel de dépouillement des enquêtes Sphinx. Ce dernier présente l'intérêt d'intégrer la conception du questionnaire au traitement statistique des données.

Il offre des possibilités diverses dont la définition et la formulation des questions du sondage, l'énumération des réponses proposées, l'organisation de l'ensemble des questions et la diffusion du questionnaire. Grâce à ce logiciel, nous avons effectué plusieurs croisements dans le seul but de comprendre davantage l'état d'esprit et les raisons qui poussent les jeunes à se radicaliser.

5. – Déroulement de l'enquête

Plusieurs difficultés ont été notées dans l'accomplissement de cette mission. Elles peuvent être classées en deux catégories principales. La première réside dans la prise de contact. En effet, l'accès à la banlieue est un sérieux handicap avec les embouteillages et l'état délabré des transports en commun. Convaincre un interlocuteur de répondre à un questionnaire aussi étoffé durant la période du Ramadan sous une chaleur caniculaire constitue un obstacle majeur aussi bien pour les répondants que pour les enquêteurs. À cet égard, nous tenons à préciser que la structure Timbuktu Institute a été présentée à chaque interlocuteur qui a pris connaissance de l'objet de l'enquête. Ainsi, les enquêteurs ont pu

mesurer le manque de culture générale chez la majorité des jeunes qui ignorent quasiment tout de la problématique du terrorisme malgré le battage médiatique sur ce phénomène.

La seconde difficulté est liée à la conception même de l'enquête. Le questionnaire comportant une quarantaine de questions, est assez long et nécessite donc beaucoup de temps pour y répondre ; ce qui décourage bien des interlocuteurs. Le questionnaire comporte aussi des questions sensibles portant sur les confréries, sur la vision de l'islam, sur l'activité rémunératrice des personnes enquêtées, la personne qui, dans la perception des jeunes, connaîtrait mieux le Coran et la représentation effective ou supposée de l'islam par les confréries.

D'autres questions relatives aux événements de Syrie et du Mali ou encore concernant les groupements djihadistes en Afrique ont parfois choqué les jeunes.

II. – Facteurs de radicalisations et perception du terrorisme

Définitions et précautions méthodologiques :

Ayant trait au domaine du religieux et de la croyance, le concept de radicalisation pose un véritable problème de définition, car l'appréciation externe portée sur la manière propre à un individu ou un groupe de pratiquer sa religion à de fortes chances de tomber dans le subjectivisme. Objectivement, la limite est difficile à établir entre ce qui serait des pratiques religieuses « normales » et « radicales » surtout avec les itinéraires mixtes des acteurs religieux et, pour l'heure, la difficulté conceptuelle de dégager des typologies.

Sociologiquement, **la radicalisation pourrait être définie comme un processus de rupture sectaire avec le groupe socio-culturel originel** : de la famille au territoire ou au pays, en passant par la communauté. Sur le plan politique **le concept de radicalisation revêt une forme de rupture ou opposition à l'ordre politique national, infranational ou supranational** avec, comme corollaire, l'auto-isollement et la rupture des adeptes vis-à-vis de leur propre société qui les amène à concevoir comme « ennemis » les groupes et les individus extérieurs à leur organisation politique sectaire où ayant une attitude contraire à celle qu'ils ont adoptée.

Dans une autre phase, c'est surtout le tournant comportemental où le sujet dit « radicalisé » place la religion ou l'idéologie en opposition avec les valeurs de sa propre société qui rend opérant la notion d'« extrémisme violent » (violent extremism). Cette étape décrit un processus de basculement vers le terrorisme ou l'usage de la violence contre sa propre communauté ou les autres jugés différents ou en opposition.

Dans tous les cas, et puisqu'il s'agit d'un phénomène non encore étudié sous toutes ses facettes, aucune typologie uniforme prenant en compte tous les cas n'a encore été établie par la communauté scientifique. Notre étude fait donc usage de ce terme en prenant conscience de toutes ces précautions scientifiques nécessaires.

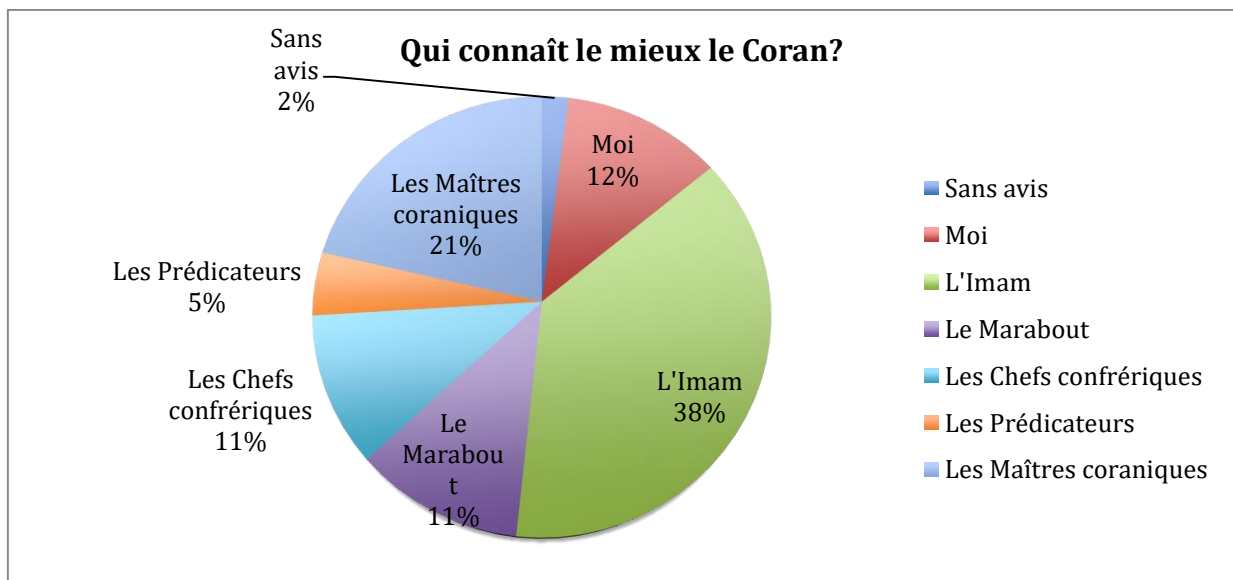
Dans le cadre de cette étude sur les facteurs de radicalisation et la perception du terrorisme chez les jeunes, il était primordial d'apprécier le degré de connaissance religieuse et notamment du Coran des personnes interrogées, des événements liés à la situation sécuritaire au Mali et en Syrie, des groupes déstabilisateurs en Afrique et des notions de « charia », de « laïcité », ainsi que d'« extrémisme » et de « radicalisme ». De ce postulat général, la deuxième partie de l'enquête a concerné les attitudes liées à la confiance des acteurs pour résoudre la crise au Sahel, leurs comportements vis-à-vis d'un prêche virulent ou face à une personne manifestant sa volonté de s'engager aux côtés d'un groupe djihadiste et leur position sur la charia ainsi que la conservation du système laïc sénégalais. Enfin, la dernière partie sur les pratiques a permis de mieux cerner les répondants à travers l'identification de leurs personnes de confiance en cas de problème, le fait de faire des différences ou non entre les mosquées et leurs goûts télévisés.

Dans cette optique, en partant de ce triptyque « Connaissances – Attitudes – Pratiques », nous avons pu recueillir les réactions des personnes soumises à cette enquête par rapport à la destruction des mausolées de Tombouctou au Mali, les attentats de Grand Bassam en

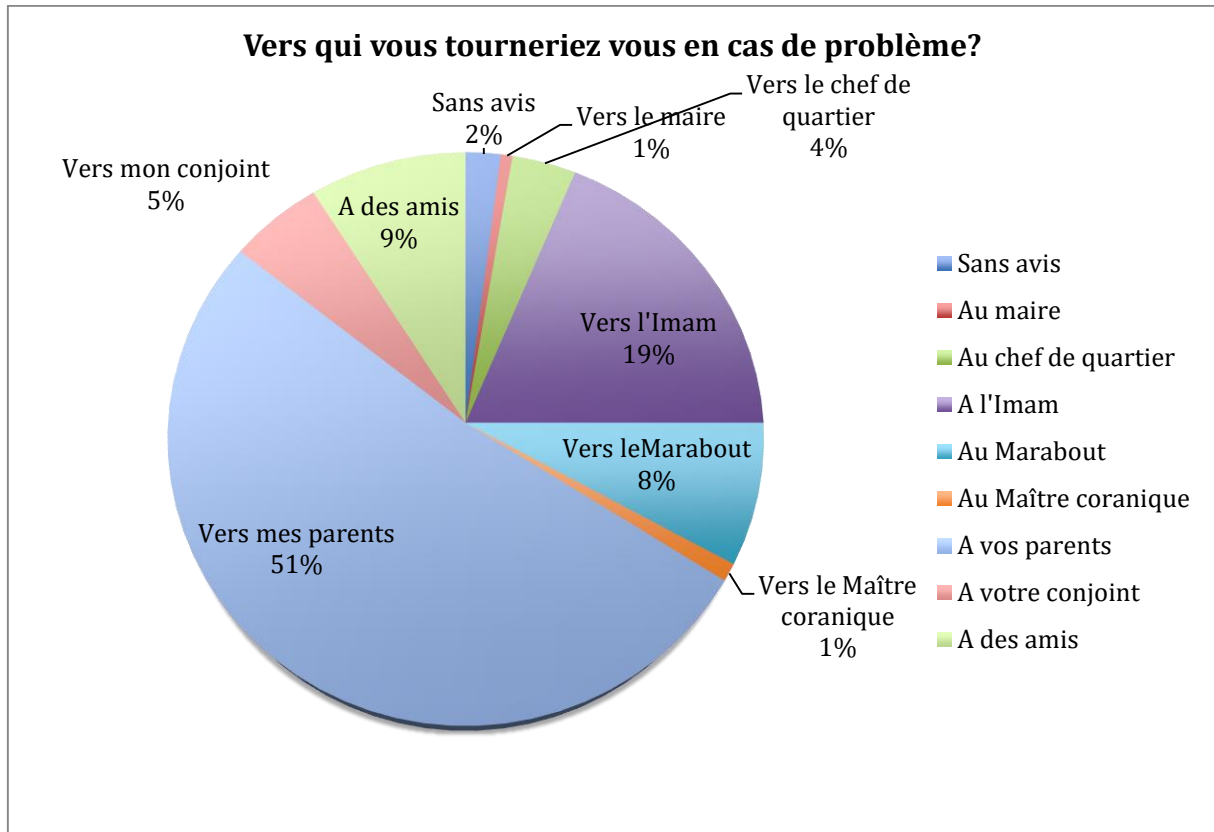
Côte d’Ivoire et ceux de Paris, à leur degré de satisfaction ou d’insatisfaction du système éducatif, de la laïcité d’Etat et des confréries. Ainsi, tous ces éléments ont guidé notre réflexion sur une question centrale portant sur la menace de radicalisation ou d’une attaque des djihadistes sur le territoire sénégalais.

1. – Le retour de l’Imam

À la question de savoir qui connaît le mieux le Coran, les résultats de l’enquête sont surprenants puisqu’on assiste à une montée en puissance des imams (37,7%). Lorsque l’on connaît l’importance des écoles coraniques au Sénégal, on aurait pu penser que les personnes interrogées mentionneraient, en premier lieu, les maîtres coraniques. Mais, ceux-ci n’arrivent qu’en deuxième position avec 21,3%. Cela s’expliqueraient, principalement, par la proximité de l’imam avec les fidèles lors des prières canoniques mais aussi dans leur interaction quotidienne avec les populations.



Les personnes sondées ne font d’ailleurs pas de différences idéologiques entre les mosquées (87%) qu’elles fréquentent. En effet, dans chaque quartier, on trouve une ou plusieurs mosquées, et l’Imam apparaît donc bien comme une référence. Cependant, à la question « vers qui vous tourneriez-vous en cas de problème ? », 18,7% des jeunes interrogés se tournent vers l’Imam. Cette personnalité phare arrive juste après les parents (51,7%) mais avant les amis (9%), par exemple. Cette question servait à mesurer l’influence de l’Imam et sa centralité dans la production des messages religieux chez les jeunes.

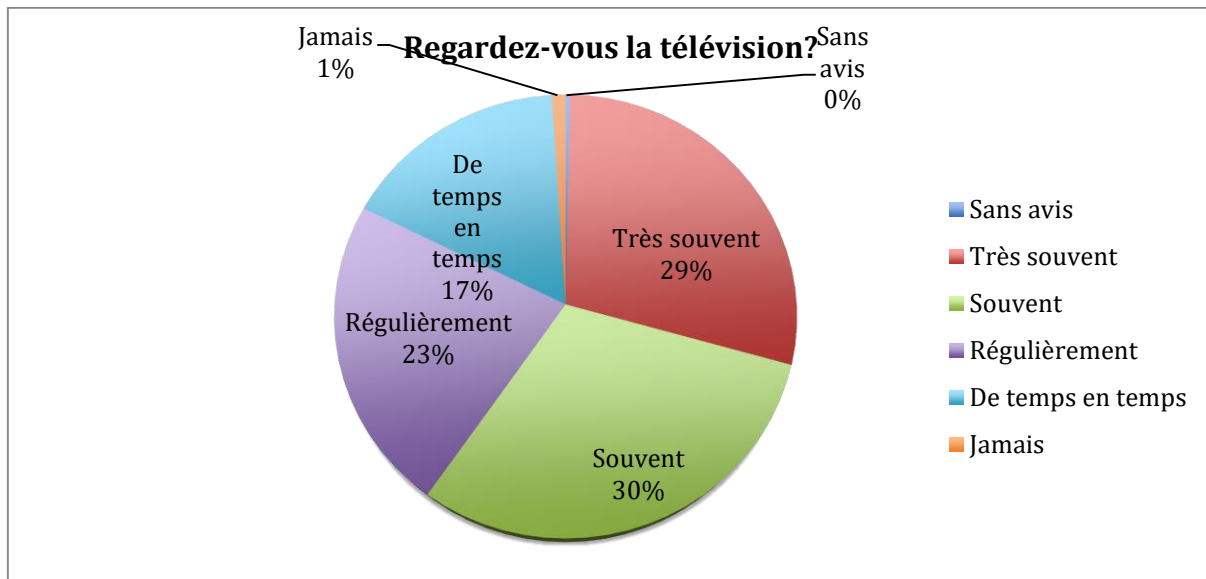


Cette percée des Imams s’opère au détriment des chefs confrériques (11%) qui sont davantage perçus comme les stabilisateurs de la société sénégalaise mais à des niveaux plus élevés.

Pour 89,7% des personnes sondées, les confréries au Sénégal représentent bien l’Islam et leur message convient parfaitement pour 63,7% des jeunes. À cet égard, il faut noter que pour 39% des jeunes, les chefs confrériques peuvent, grâce à leurs prières et leur *baraka* prémunir le pays du terrorisme (39%). Ils arrivent juste derrière l’Etat avec un taux de confiance de (49,7%). Malgré les critiques relatives à l’instrumentalisation politique des chefs de confréries, ces derniers gardent leur respectabilité et leur influence aussi bien au niveau religieux, que social.

2. – Une bonne connaissance de l’actualité régionale et internationale

Les personnes interrogées ont une bonne connaissance de l’actualité syrienne, malienne et nigérienne. En effet, 61% de l’échantillon connaissent la situation en Syrie qu’ils lient principalement à une guerre civile (35,3%), à la politique de Bachar Al-Assad (14%) et l’émergence de Daesh (11,3%). Les événements au Mali, qui est un pays frontalier au Sénégal, ont une résonance particulière étant donné la relation qui lie les deux pays. 80% des répondants connaissent ainsi les événements du Mali et notent l’apparition des groupes islamistes (35,3%), la problématique de la rébellion touareg (32%) et la chute du président ATT (13%). Le poids de la télévision et des chaînes satellitaires est perceptible dans la formation et l’orientation de l’opinion des jeunes.



Regarder la télévision est la première pratique culturelle partagée par toutes les sociétés à travers le monde. Le Sénégal n'échappe pas à la règle puisque 99% des personnes sondées regardent la télévision avec une répartition quasi égalitaire entre les programmes religieux (51%), les divertissements (54%) et l'information (64%).

L'étude a, par ailleurs, permis de recueillir les réactions par rapport à la destruction des mausolées de Tombouctou, les attentats de Grand Bassam et ceux de Paris. La couverture médiatique de ces drames permet d'apprécier la réaction des personnes interrogées. Respectivement, 85% et 82% d'entre elles sont malheureuses voire très malheureuses concernant la destruction des mausolées de Tombouctou au Mali et aux attentats de Grand Bassam contre « seulement » 70% de se déclarant malheureux pour les attentats de Paris. Le facteur distance n'est pas la seule explication si l'on observe le taux important des sondés (plus de 90 %) pensant que la France est une cible « légitime » du terrorisme pour plusieurs raisons. Ce chiffre s'explique par lien qu'ils font entre des attentats successifs à Paris et les événements de *Charlie Hebdo* avec les caricatures du prophète Mohamed, qui ont été vivement critiquées au Sénégal et dans le reste du monde musulman.

3. – Une grande confusion entre Charia et laïcité

La Charia est un terme générique bien connu des Sénégalais bien que son contenu théologique réel et ses contours juridiques ne soient pas assez cernés chez les enquêtés. Cependant, 54% des personnes interrogées seraient prêtes à organiser un referendum pour qu'elle soit appliquée au Sénégal. Sans se rendre compte du paradoxe, 81,7% se prononcent aussi pour la conservation du système laïc actuel – système « garant de la paix et la cohabitation religieuse » d'après nombre d'entre eux. Ce fait est révélateur des imprécisions dans ces termes en même temps qu'il met à nu le degré de confusion autour de la notion de laïcité largement discutée lors du dernier référendum institutionnel au Sénégal.

Le Sénégal est marqué par la dualité voire de l'éclatement de son système éducatif avec l'école dite « française » (privée ou publique) d'un côté et l'école coranique (privée ou publique) de l'autre sans parler des variantes au sein de cette catégorie d'écoles, notamment par l'existence d'écoles dites franco-arabes plus modernes.

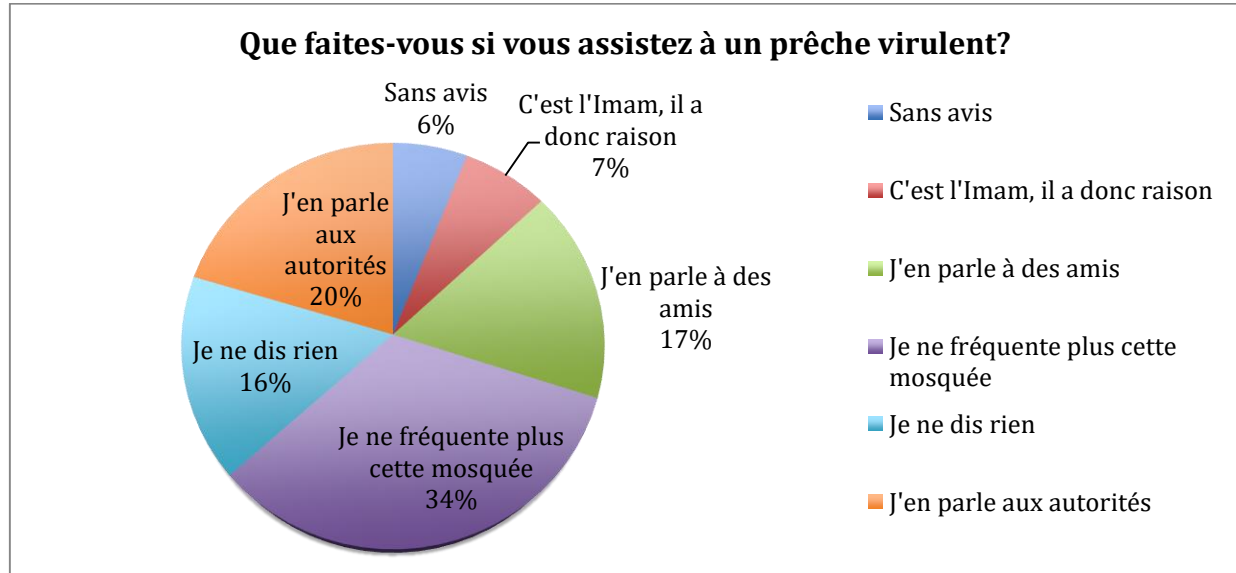
Cette dualité entraîne une éducation à plusieurs vitesses sans véritable relation. Ainsi, pour certains, le fait d'envoyer exclusivement leurs enfants dans une école coranique est une bonne chose (28%) voire très bonne chose (21%).

Toutefois, le fait de fréquenter concomitamment l'école française et l'école coranique semble très prisé des Sénégalais. D'ailleurs 89,3% des répondants feraient ce choix. **L'enseignement public sénégalais, à travers l'école, dans son format actuel ne requiert que 15% de satisfaction alors que près de 48% se disent très peu satisfaits.**

4. – Une grande méfiance face à la radicalisation

Pour mieux déceler les facteurs de radicalisation et de perception du terrorisme au Sénégal, au niveau des jeunes, il était essentiel de s'interroger sur la définition des termes « radicalisation » et « extrémisme » pour mieux comprendre les réactions par rapport à un prêche virulent, à l'engagement vers un Islam radical et face à une personne manifestant la volonté de s'engager dans un groupe djihadiste.

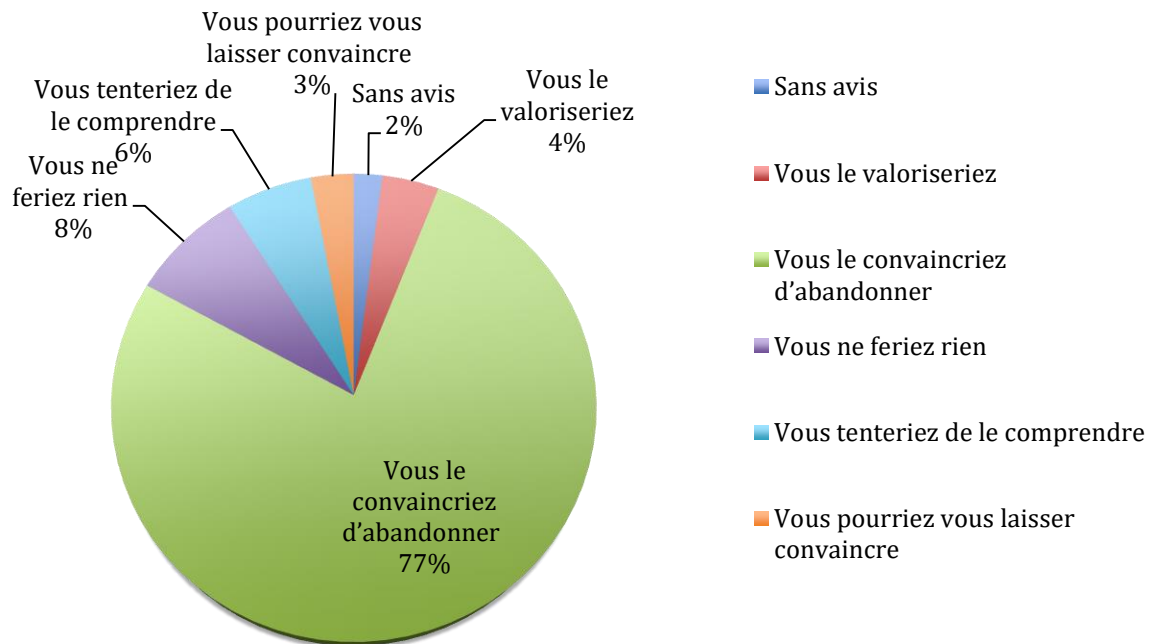
Pour la majorité des personnes interrogées, les termes de radicalisation et d'extrémisme font écho au « fanatisme », à « l'excès de croyance », à l'imposition d'un seul modèle religieux et de la charia comme unique « loi » légitime (cf. *infra*). Confronté à un prêche virulent, un tiers décidera de ne plus fréquenter cette mosquée « incriminée » (34%), 20% décideront d'avertir les autorités et 17% s'en ouvrent à des amis.



Pourtant 7 % continuent à croire que si les propos viennent d'un imam, il aurait forcément raison.

La très grande majorité des personnes sondées (90,3%) n'ont pas l'intention de s'engager dans un groupe qui défend un Islam dit « radical ». Dans le même ordre d'idées, 76,7% se mobiliseraient pour convaincre l'une de leur connaissance qui aurait décidé de s'engager dans un groupe extrémiste d'abandonner.

Que feriez-vous si vous connaissiez une personne qui aimerait s'engager aux côtés d'un groupe djihadiste?

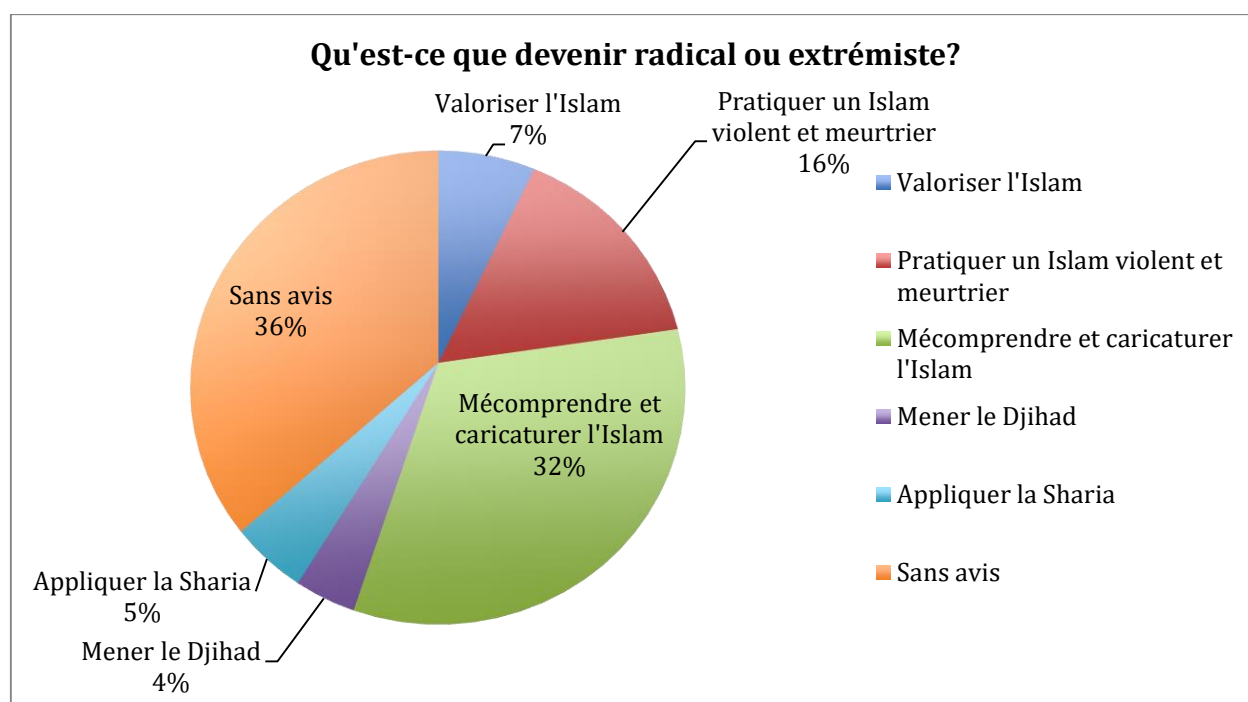


III. – PROFIL ET ANALYSE DES PARCOURS DES PERSONNES RADICALISEES

Si la très grande majorité des personnes interrogées montrent beaucoup de circonspection vis-à-vis de la radicalisation, une frange non négligeable (10%) serait prête à rejoindre un groupe dit « radical » pour « défendre l’islam ». Il s’agira, dans les lignes qui suivent, d’en dresser le profil et le parcours.

1. - Qu'est-ce que « devenir radical ou extrémiste » ?

La question posée ici ne tient évidemment pas compte des diverses définitions afférentes au radicalisme et à l’extrémisme¹⁰. Dans une société fortement religieuse, la question tend davantage à distinguer ceux qui estiment que « radicaux » et « extrémistes » ont une mauvaise interprétation de l’Islam (32%), de ceux qui déplorent le recours à la violence au nom de l’Islam (25%). Seuls 7% des personnes interrogées considèrent qu’il s’agit purement et simplement d’une pratique rigoriste de l’Islam. Enfin, plus d’un tiers sont incapables de donner une réponse – ce qui, en soit, constitue une donnée inquiétante.

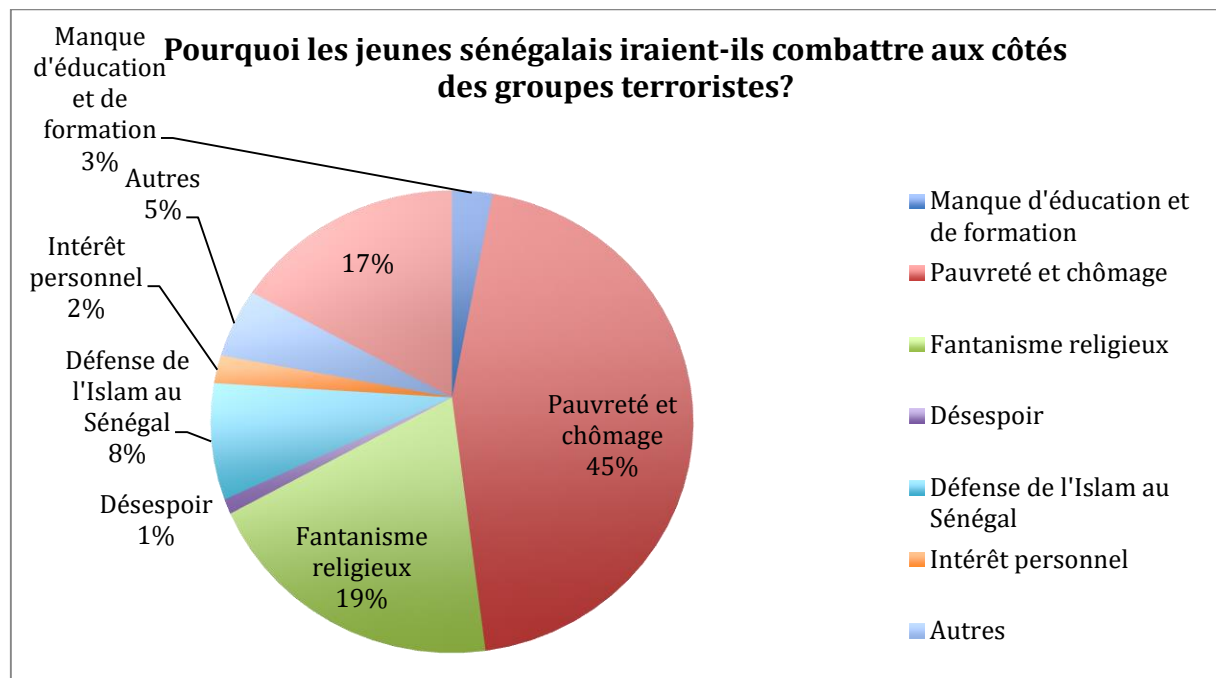


2. – Pourquoi de jeunes Sénégalais iraient-ils combattre aux côtés des groupes terroristes ?

Presque la moitié des jeunes interrogés estiment que ce sont la pauvreté et le chômage qui font le lit du terrorisme. Si on ajoute à cette donnée le manque d’éducation, y compris religieuse et le désespoir, l’on comprend pourquoi **68% des jeunes n’ont pas confiance en l’Etat et dans les services que ce dernier devrait assurer**. À cet égard, il faut noter que **seuls**

¹⁰ Radicalisme, extrémisme et terrorisme représentent les trois stades d’un même processus. Dans la première étape, l’individu se marginalise ; dans la seconde, il accepte l’idée de recourir à la violence pour façonner la société selon son idéal ; dans la troisième, il recourt concrètement à la violence.

15% des jeunes interrogés sont satisfaits de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques (cf. supra).



3. – Qui est responsable de la radicalisation des jeunes ?

Lorsqu'il s'agit de savoir qui est responsable de la radicalisation des jeunes, les réponses sont très éclatées. Si l'Etat – incapable de juguler la pauvreté et le chômage (cf. supra) – est pointé du doigt par 18% des jeunes personnes interrogées, ce sont les terroristes, les parents, voire les jeunes eux-mêmes, qui sont sur la sellette. Pour d'autres, la responsabilité est partagée entre les différents acteurs – l'Etat, la famille, la société.

Alors que 6% estiment que l'Occident est fautif, 4% pointent les confréries « qui ne pratiquent pas une religion conforme à l'Islam »¹¹ et 7%, les Ibadous¹² « qui croient être les seuls à appliquer la religion comme il se doit »¹³.

Derrière ces chiffres se cache donc une perception bien différente du phénomène. Pour une frange importante des personnes sondées (7%), les Ibadous¹⁴ seraient les agents du terrorisme. Ils en prennent pour preuve leur rigueur religieuse et leur tenue vestimentaire¹⁵. Il est important de noter que les jeunes Sénégalais désignent comme Ibadou tous ceux qui appartiennent à des mouvements islamiques non confrériques bien au-delà des membres

¹¹ Questionnaire 256.

¹² Compris par les sondés comme tous les mouvements islamiques non-confrériques.

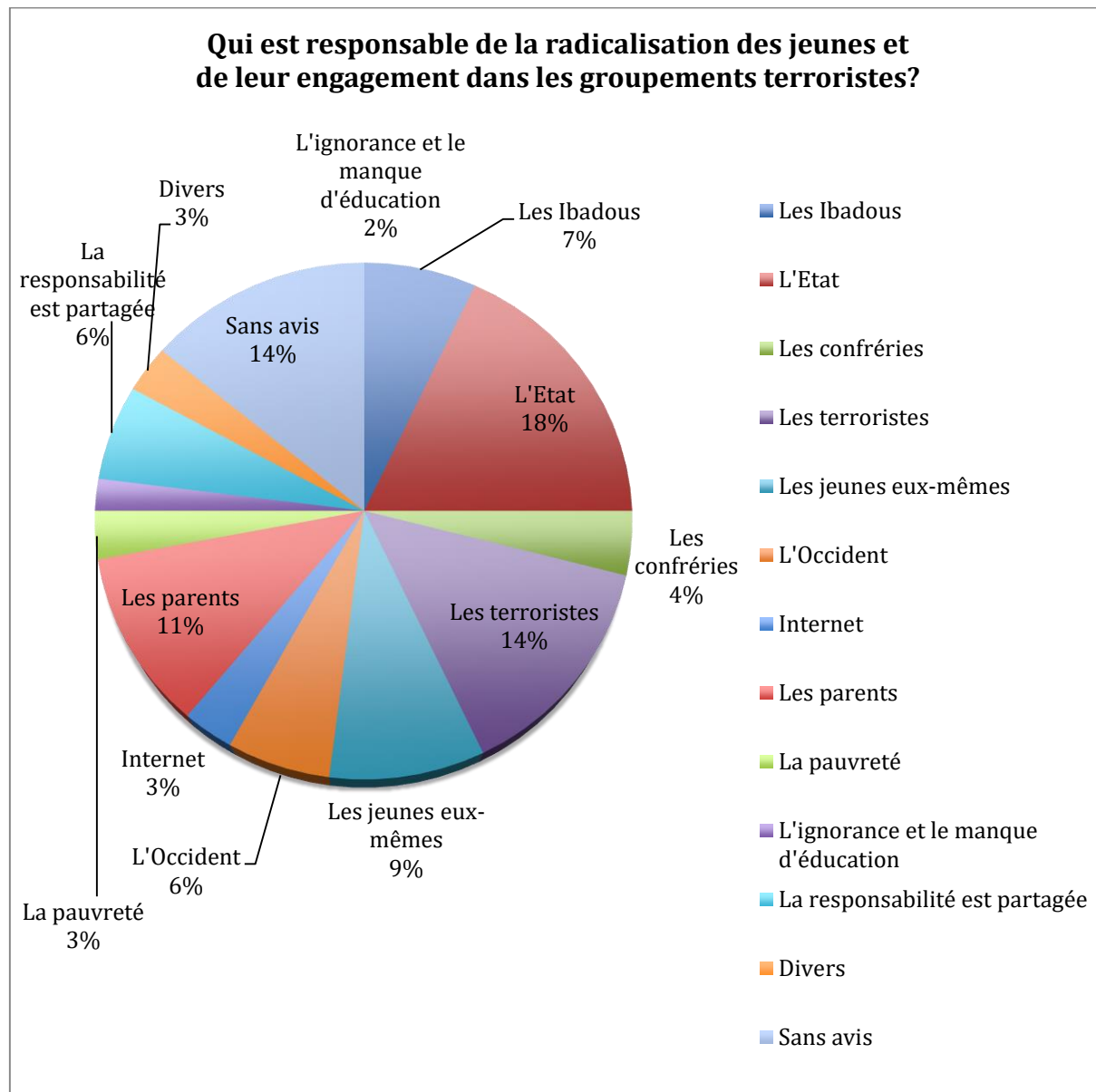
¹³ Questionnaire 50.

¹⁴ 4,3% des personnes interrogées se sont déclarées Ibadous. Il faut faire attention sur cette appellation qui ne désigne pas seulement les membres effectifs du mouvement Ibadou Rahmane qui n'a jamais pratiqué ou promu la violence dans l'espace public. Ce terme devenu générique englobe dans l'entendement des Sénégalais tous les membres d'associations ou de mouvements islamiques non ou anti-confrériques. Le mouvement Ibadou Rahmane dans son discours officiel ne se reconnaît pas dans les arguments et les idées avancés par ces jeunes.

¹⁵ Voir, par exemple, les questionnaires 113, 115 et 116.

effectifs du Mouvement Ibadou Rahmane. Ils mettent dans cette catégorie, sans distinction, des mouvements comme Istikhama et Al-Falah.

Pour ceux qui se déclarent appartenir au groupe très composite des Ibadous, au contraire, c'est l'islam confrérique qui constitue la principale cible terroriste car « l'islam sénégalais n'est pas conforme avec le vrai Islam »¹⁶.



4. – Profils des personnes radicalisées

Si l'on considère que l'extrémisme est la volonté d'accepter le recours à la violence, sans pour autant, parfois, passer à l'exercice de la violence, on peut estimer que parmi les trois cents questionnaires dépouillés et traités, vingt-cinq personnes sont concernées.

En effet, 8,3% des jeunes (soit 14 femmes et 11 hommes entre 18 et 35 ans) se disent prêts « à s'engager dans un groupement qui défend la cause d'un Islam plus radical ».

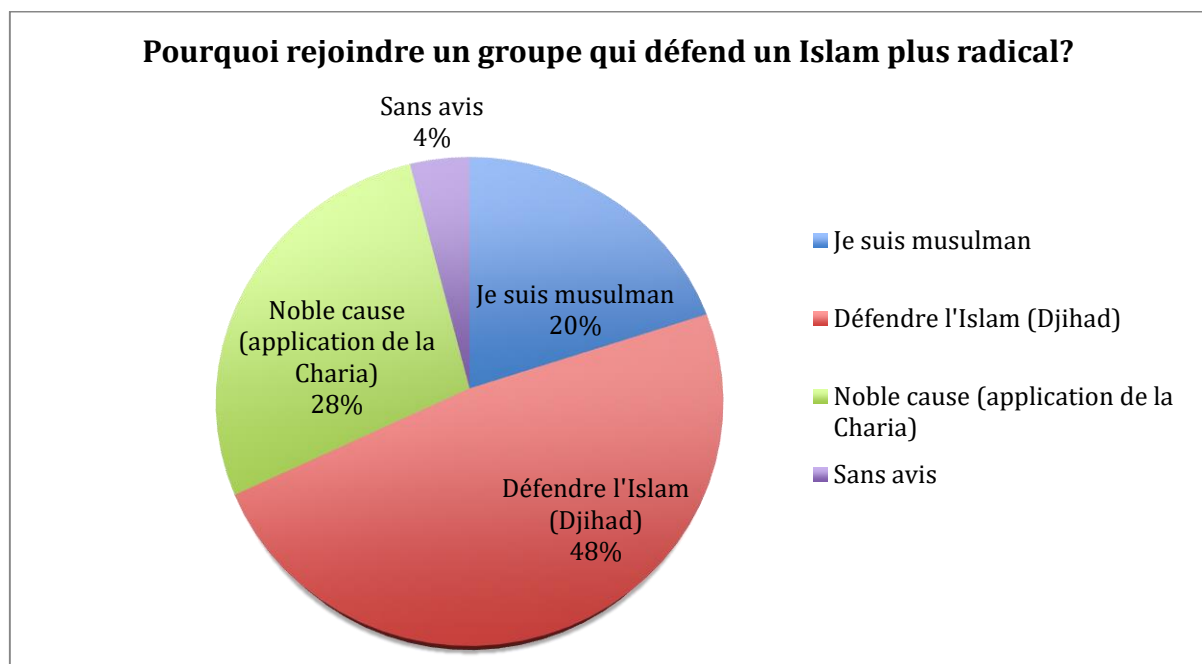
¹⁶ Questionnaires 256, 257...

La première raison invoquée est la défense de l’Islam (48%) ; la seconde, c’est qu’il s’agit d’une noble cause (28%) ; la troisième, coule de source selon eux : étant musulman, ils se doivent de le faire (20%).

Pourtant, à y regarder de plus près, tous ne partagent pas le même degré de radicalisation. C’est-à-dire que le discours des mouvements islamiques il y a vingt ans et qui a beaucoup évolué continue d’avoir son effet sur les jeunes qui, souvent, interprètent mal leurs prêches qui a pourtant évolué vers plus d’apaisement au regard du contexte géopolitique et de la pression sécuritaire.

Aussi, au critère de ralliement potentiel à un groupement défendant un Islam plus radical, il faut aussi prendre en compte les réponses apportées aux questions suivantes :

- Qu’entendez-vous par « devenir radical ou extrémiste » ?
- Comment avez-vous réagi aux attentats de Paris ?
- Etes-vous favorable à l’organisation d’un referendum sur l’instauration de la charia au Sénégal ?
- Etes-vous satisfait du message religieux dispensé par les confréries ?
- Estimez-vous que le Sénégal pourrait être une cible des terroristes ?



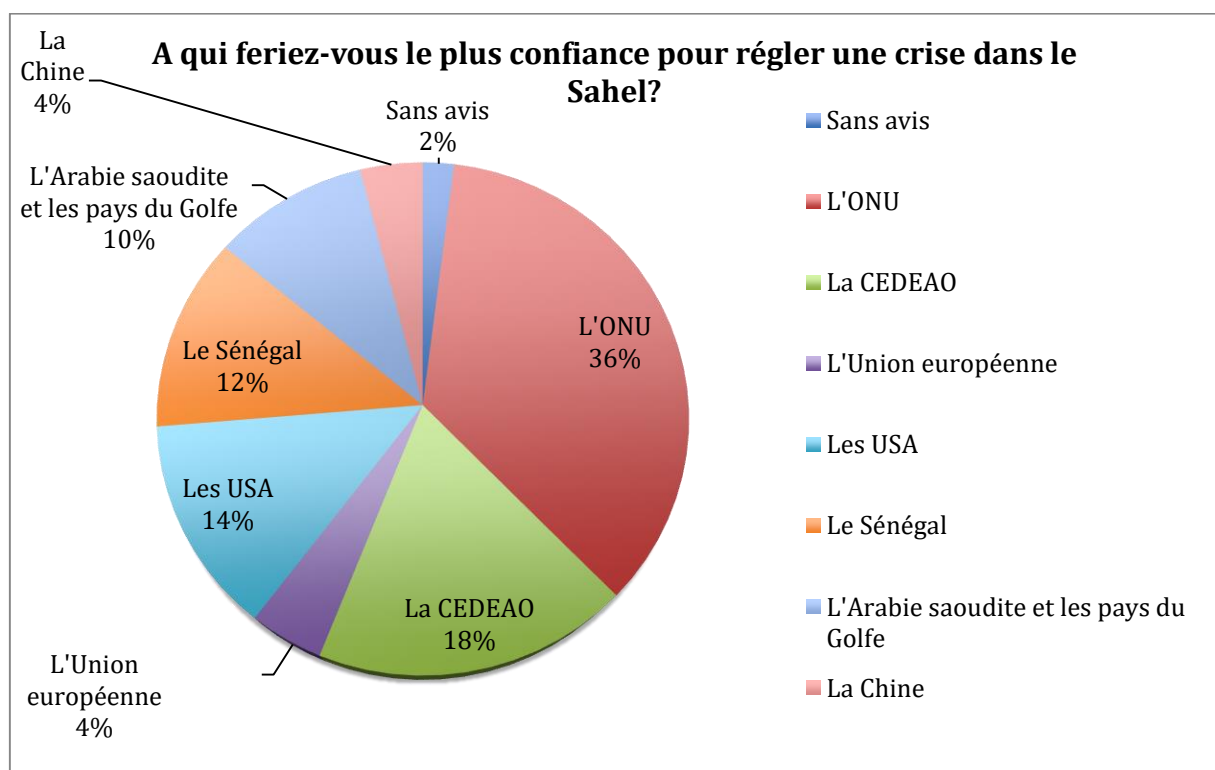
Restent alors sept jeunes (3 femmes et 4 hommes), tous nés à Dakar entre 1982 et 1998, partageant en commun une vision « positive » de la radicalisation et de l’extrémisme.

Pour eux, la radicalisation est le moyen de valoriser l’Islam. Ils pourraient s’engager dans un mouvement radical pour défendre l’Islam. S’ils aspirent à l’instauration de la Charia, ils ne conçoivent pas tous la laïcité – ne se rendant pas toujours compte que les deux principes ne sont pas compatibles ou ne comprenant pas ce que veut dire ce terme très problématique. Ils ont été satisfaits ou n’ont montré aucune réaction aux actions terroristes les plus

médiatisés telles que les attentats de Paris. Ce groupe de jeunes voit d'un mauvais œil la présence militaire étrangère, américaine et surtout française qui, selon eux, exposerait le pays à plus de risques.

Ils partagent tous l'avis selon lequel le Sénégal pourrait être touché par un attentat terroriste. Enfin, il faut souligner que, beaucoup de jeunes dans cette catégorie, placent leur confiance dans l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe pour régler de potentiels problèmes dans le Sahel et ce, au détriment d'autres acteurs, les Nations Unies, l'Union européenne ou les Etats-Unis. Ils sont dans une forme de rupture de référentiels politiques et idéologique au regard de leurs réponses.

Ce fait montre le poids et l'impact du mode de socialisation dans la construction des opinions et des perceptions chez ces jeunes à qui le système éducatif « officiel » n'a pas fait de place ou qu'ils ont rejeté car ne répondant pas à leur vision d'une éducation conforme à leurs « valeurs ». De même, ils sont injustement marginalisés lorsqu'il s'agit de gérer les affaires du pays¹⁷ bien que diplômés d'autres universités ou ayant été formés dans des écoles hors du système éducatif « officiel » de l'Etat. Malgré les efforts accomplis par l'Etat depuis l'arrivée au pouvoir du Président Macky Sall comme l'instauration d'un baccalauréat arabe unique avec un curriculum standardisé par l'Etat et l'ouverture des portes de l'ENA aux arabisants, le malaise est toujours là et le sentiment de marginalisation de cette « élite » est à la base de nombre de frustrations perceptibles dans leur rejet de l'Etat et de sa politique éducative.



¹⁷ - voir Bakary SAMBE, « Arabisants sénégalais, une contre-élite à l'heure de la reconfiguration du champ politico-religieux » repris comme texte de plaidoyer dans, www.arabisants.org à la veille des élections présidentielles de 2012.

La seule différence réside dans la confiance qu'ils portent aux confréries. Les Ibadous – ils sont au nombre de cinq dans ce groupe radicalisé – rejettent le message religieux dispensé par les confréries au contraire du Tidjane et Mouride concernés dans ce même groupe. Mais, à cet égard, force est de constater que 22 personnes (soit 7,3%) affirment n'appartenir à aucune confrérie ; par ailleurs, pour 9,3% des jeunes de la banlieue dakaroise, les confréries ne représentent pas l'islam.

CONCLUSION

Cette étude, faisant suite à celle de 2013 sur le « radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal¹⁸ » a pu révéler plusieurs tendances en allant plus loin dans la quantification à l'aide de la technique de l'enquête CAP. Tout d'abord sur les termes de « Charia » et de « laïcité », il est avéré que les Sénégalais connaissent mieux la première notion que la seconde qui pose problème même dans les autres pays européens en dehors de la France qui en a une conception propre. Ensuite, on remarque que les confréries ne sont pas en perte de vitesse malgré la montée des mouvements dits réformistes (représentant entre 3 et 4% chez les jeunes).

Malgré l'offensive idéologique des mouvements d'obédience salafiste ou se revendiquant de l'islam politique (courants Frères Musulmans), les messages provenant des confréries et de leurs leaders sont toujours écoutés au Sénégal et continuent de faire sens chez les jeunes. Cependant, dans le discours public des leaders de ces mouvements réformistes, on sent une nette évolution dans le sens de la promotion de la paix et de la tolérance. Un certain nombre de leurs leaders soulignent même l'importance du rôle positif des mouvements islamiques dans la résilience des communautés contre le radicalisme et l'extrémisme.

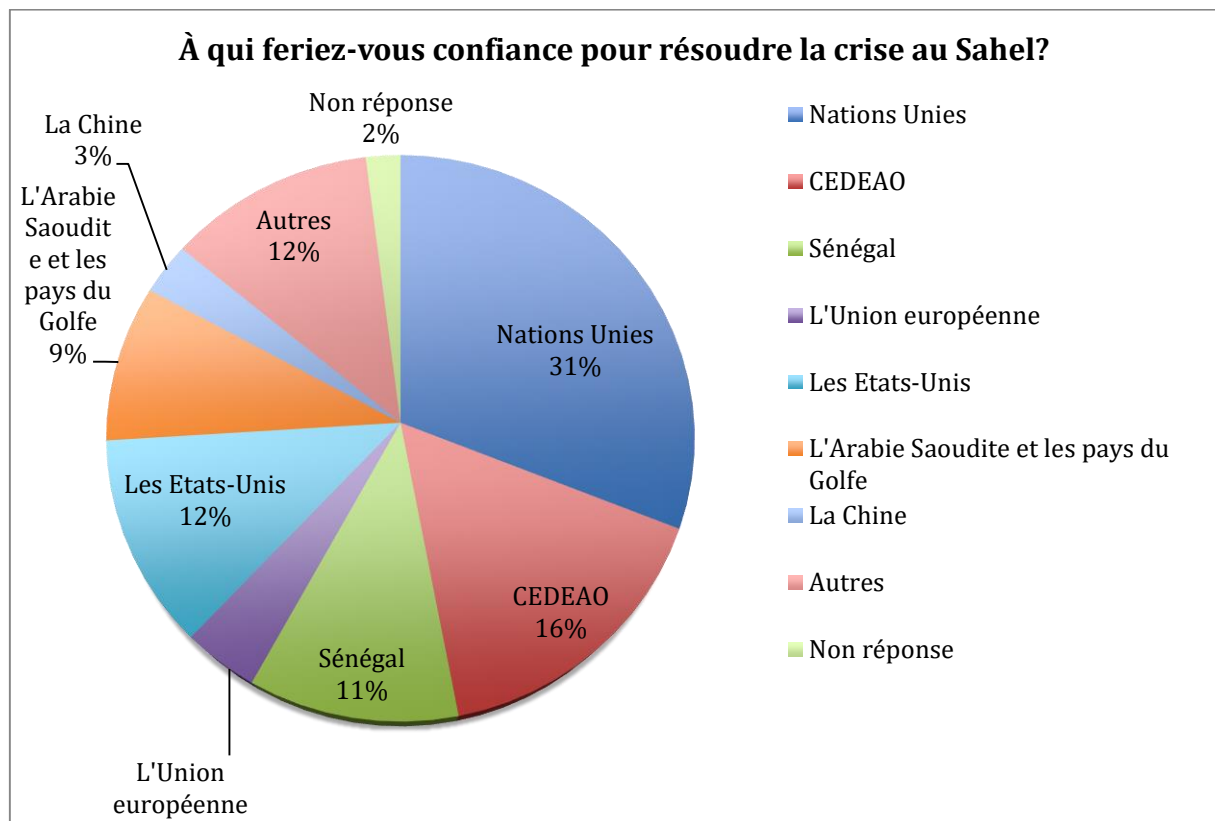
Pendant ce temps, on note aussi un recul de la société civile lorsqu'il s'agit, pour les jeunes, d'identifier les principaux acteurs de la lutte contre le terrorisme (15%). La politisation progressive de celle-ci aurait provoqué une perte de crédit aux yeux des Sénégalais surtout avec leur immixtion dans la gestion du pouvoir actuel. On constate, de même, dans les perceptions des jeunes, une défaillance de l'Etat en tant qu'institution, concernant sa capacité à résoudre la crise au Sahel (12,7%), l'efficacité des mesures étatiques pour lutter contre le terrorisme (49,7%) et par rapport à la confiance quasi inexistante aux autorités politiques (0,7% pour le Maire) et au chef de quartier (3,7%) en cas de problème. À côté de ces considérations, la figure de l'Imam et des religieux de manière générale paraît plus crédible au niveau des jeunes au détriment des institutions politiques.

L'Etat est même cité comme responsable de la radicalisation des jeunes et de leur engagement dans les groupes terroristes de par son incapacité de réduire le chômage et la pauvreté ainsi que de mettre en place un système éducatif inclusif. La précarité dans laquelle vivent les jeunes ainsi que le chômage endémique pourraient expliquer une telle opinion. Il faut rappeler que 36% des jeunes interrogés se déclarent « sans emploi » pendant que dans le lot de ceux qui se réclament « travailleurs indépendants » (23%) figurent nécessairement de nombreux cas dont l'activité économique réelle ne peut être clairement cernée. Cela explique naturellement le fait que les facteurs socioéconomiques aient pris le dessus lorsqu'il s'est agi d'analyser les facteurs de radicalisation des jeunes.

Enfin, dans le contexte de la mondialisation, la présence militaire étrangère en tant que facteur d'aggravation de la menace djihadiste au Sénégal est très partagée (48,7% de oui contre 47,3% de non). À l'heure des débats sur les interventions françaises en Afrique (Mali et Centrafrique), l'ONU reste l'acteur privilégié pour mettre fin à la crise au Sahel (35,7%)

¹⁸ - cf. Bakary. SAMBE & Djibril BÂ (col), « Grand angle sur le radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal », ISS –Dakar, Rapport «Paix et Sécurité dans l'espace CEDEAO », mai 2013.

devant la CEDEAO (18,3%), d'où l'importance des décisions multilatérales et coordonnées pendant que l'Union Européenne (4,3%) semble méconnue et son action dans ce domaine manquant de visibilité d'autant plus qu'elle arrive même derrière l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe (10%) et juste un peu avant la Chine (4 %). Il y aurait, même, un paradoxe entre la confiance accordée à des institutions régionales (CEDEAO) internationales (ONU) ou à des entités extérieures (Chine, Arabie Saoudite) pour la résolution des crises et la méfiance prononcée, des jeunes, vis-à-vis de la présence et de l'intervention militaires notamment française.



Si, d'après les spécialistes, l'Islam confrérique a toujours protégé le Sénégal des dérives radicales et extrémistes, il semble que depuis les années 2000, la donne change lentement¹⁹.

Pour les personnes radicalisées, les confréries qui n'offrent plus la protection sociale et donnent l'impression de faire partie du système auquel elles s'opposent pourraient perdre de leur attrait. L'Etat n'inspire plus confiance auprès des jeunes interrogés, d'une part, parce que ses dirigeants sont régulièrement accusés de corruption²⁰, d'autre part, parce qu'il peine à mettre en place de véritables politiques publiques, notamment en matière de santé et d'éducation. Or, dans un contexte de crise, dès que l'instruction cesse d'être un facteur de promotion sociale, le citoyen se retourne vers la religion comme espace alternatif de socialisation avec les risques que cela représente en termes d'embrigadement et de

¹⁹ A. AZIZ, « Terrorisme. Un Djihadiste sénégalais basé en Libye menace les Mourides », in *Senego*, 5 février 2026.

²⁰ A. TOURE, « Sénégal : 'Saluons l'audace du chemin parcouru contre la corruption ! », in *Le Monde*, 30 juin 2016,

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/30/lutte-contre-la-corruption-au-senegal-au-dela-du-sensationnel-saluons-l-audace-du-chemin-parcours_4961067_3212.html.

radicalisation. Ce processus serait-il en marche au Sénégal et en Afrique de l'Ouest ? Quoi qu'il en soit, on constate que le Mali, déchiré par une crise profonde, tombe de plus en plus entre les mains de groupes radicaux même si bien des caractéristiques le différencient du Sénégal.

Parmi les Etats de la région, le Sénégal fait partie de la typologie des pays offrant encore le cadre d'une analyse prospective au sujet de la radicalisation et de la menace terroriste. Du moment que les idéologies qui ont inspiré certains actes terroristes dans les pays voisins sont présentes bien qu'encore très minoritaires, l'opérationnalité reste une question de circonstances. Les critères d'évaluation de la menace, eux, ne sont plus strictement internes se suffisant de la mesure du degré de radicalisation propice aux actions terroristes. La porosité des frontières couplée à une globalisation du phénomène terroriste appelle à une revue des paradigmes qui, jusqu'ici, ont permis d'appréhender, dans ce pays, les problématiques de radicalisation et de perception du terrorisme.

Cette étude qui a porté exclusivement sur le cadre urbain des banlieues dakaroises se serait bien complétée d'autres notamment dans les zones rurales pour mieux appréhender un phénomène, mouvant, multiforme et complexe.

Recommandations pour une action efficace contre la radicalisation des jeunes :

Au regard des différents constats et remarques issus de la présente étude, afin de trouver des solutions durables au phénomène de la radicalisation des jeunes, il serait indiqué pour l'Etat, de :

- ✓ Prendre des mesures urgentes afin de résorber le chômage des jeunes en assurant, de manière égalitaire, une éducation inclusive susceptible d'offrir des débouchés professionnels adéquats
- ✓ Combattre les injustices socio-économiques sous toutes les formes afin d'éviter certaines frustrations récupérables par les mouvements radicaux ou recruteurs djihadistes
- ✓ Résoudre définitivement l'épineux problème de la dualité du système éducatif sénégalais porteur d'inégalités criantes et de germes de conflits à moyen et long termes en collaboration avec ses partenaires internationaux afin d'harmoniser les cadres de socialisation et d'éducation citoyenne
- ✓ Renforcer les instruments de bonne gouvernance afin de lutter efficacement contre la corruption et les injustices productrices de discrédit et de rejet des institutions politiques et de l'Etat par les jeunes
- ✓ Collaborer efficacement avec les leaders religieux, les parents, la communauté éducative et acteurs traditionnels dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent par une approche éducative et la sensibilisation à large échelle.

- ✓ Mettre en place et soutenir une plateforme collaborative et inclusive de veille et d'alerte précoce sur les facteurs de radicalisation et de basculement dans l'extrémisme violent afin de prévenir les risques d'enrôlement des jeunes et d'anticiper sur les causes

- ✓ Intégrer les cadres politiques régionaux de prévention et de lutte contre le terrorisme comme le G5 Sahel notamment dans le domaine de la surveillance des frontières, des flux financiers alimentant le terrorisme.